

N° 5222<sup>4</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

## PROJET DE LOI

portant création de l'établissement public

„Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation“

\* \* \*

## AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(9.12.2003)

Par dépêche du 25 novembre 2003, le Président de la Chambre des députés a, sur base de l'article 19(2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, saisi le Conseil d'Etat d'une série d'amendements au projet de loi sous rubrique.

Au texte des amendements, adoptés par la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre, était joint un commentaire.

En premier lieu, la Commission compétente de la Chambre des députés se propose de modifier l'article 4 en deux endroits. Par le premier amendement, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale estime nécessaire de faire précéder le texte proposé par le Conseil d'Etat dans son avis du 21 octobre 2003 par la référence aux organes de gestion prévus de façon générale par la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.

Le Conseil d'Etat se demande si une telle référence vague et générale ne prête pas plutôt à confusion, car laissant croire à l'existence – en dehors du conseil d'administration – d'un autre organe de gestion. Or, la loi hospitalière n'introduit pas d'autres organes de gestion, car elle dispose dans son article 20: „La direction générale de l'activité hospitalière sur le plan de l'organisation et du fonctionnement ainsi que sur le plan financier incombe à l'organisme gestionnaire. L'organisme gestionnaire définit la politique de l'hôpital dans le respect des lois, règlements et conventions applicables. Par organisme gestionnaire de l'hôpital, on entend l'organe qui selon le statut juridique de l'hôpital est chargé de la gestion et de l'exploitation de l'hôpital.“

Si le souci des auteurs de l'amendement est de rappeler au conseil d'administration qu'il est tenu de respecter les dispositions de la loi hospitalière, étant donné que le Centre est un hôpital spécialisé, le Conseil d'Etat propose d'ajouter une référence à cette loi à la première phrase de l'article 6, tout en faisant abstraction de la modification envisagée à l'article 4. Le premier alinéa de l'article 6 se lirait dès lors comme suit:

*„Le conseil d'administration représente et gère le Centre dans toutes les affaires qui n'ont pas été déferées à d'autres organes par la loi ou les règlements et notamment par la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers.“*

Le deuxième amendement a trait à la composition du conseil d'administration. La Commission, tout en faisant sienne l'idée du Conseil d'Etat de faire représenter les intérêts des usagers du centre au sein du conseil d'administration, propose de transférer au Conseil de Gouvernement le droit de proposition des représentants des usagers. Le Conseil d'Etat peut se rallier à cet amendement, tout en suggérant d'ajouter la précision suivante au premier tiret du deuxième paragraphe de l'article 4 dont la teneur sera la suivante:

*„– cinq membres proposés par le Conseil de Gouvernement, dont deux pour représenter plus particulièrement les intérêts des usagers;“*

L'amendement concernant l'article 11 vise à remplacer l'expression „Hospice de Luxembourg-Hamm“ par „Hospices Civils de la Ville de Luxembourg“ au motif que les Hospices Civils jouissent d'une personnalité juridique distincte de celle de la Ville de Luxembourg. Cet article concerne en fait

les personnes engagées sous le régime d'ouvriers ou d'employés communaux qui opteront pour la continuation de leur statut respectivement d'ouvrier ou d'employé communal; en tel cas le Centre devra rembourser les dépenses salariales encourues. Le Conseil d'Etat peut se prononcer en faveur de cet amendement sous réserve que le contrat de louage de services soit effectivement conclu entre les concernés et les Hospices Civils et non directement entre les concernés et la Ville de Luxembourg. Il demande donc aux auteurs de l'amendement de bien vouloir vérifier si tel est bien le cas.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 décembre 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES